



**LE FMI PYROMANE ET POMPIER AU TOGO ET EN CÔTE D'IVOIRE :**  
**Le FMI vient en aide à lui-même**

Dr Yves Ekoué Amaïzo  
Directeur du groupe d'influence « Afrocentricité »  
[yeamaizo@afrocentricity.info](mailto:yeamaizo@afrocentricity.info)  
3 novembre 2012

Un an après la crise financière de 2007/8 créée par l'excès de dérégulation des dirigeants occidentaux notamment aux Etats-Unis et en Europe occidentale, l'Afrique subsaharienne a témoigné de sa résilience en ne tombant pas en récession. Pourtant, les statistiques avancées présentent des marges d'erreur qui laissent planer un doute sur les intentions réelles du Fond monétaire international dans ses interventions en Afrique. Quelques exemples seront mis en lumière avec le Togo et la Côte d'Ivoire, avec l'Afrique subsaharienne comme référence.

**1. Le Fond monétaire international : un Pyromane de l'endettement à court-terme ?**

Le Fond monétaire international avait estimé que la croissance du produit intérieur brut réel de l'Afrique subsaharienne serait de 1,5 %<sup>1</sup>. Aujourd'hui dans son rapport d'octobre 2012, le même FMI a corrigé le tir en rappelant que l'Afrique subsaharienne était en fait bien plus résiliente que cela ne paraissait et a corrigé sa fausse information. L'Afrique subsaharienne a eu une croissance du PIB de 2,8 % en 2009<sup>2</sup>. Se tromper de près de 1,3 % ne peut relever de l'erreur compte tenu du très haut niveau d'expertise des fonctionnaires du FMI. S'agit-il de désinformation organisée pour faire paraître l'Afrique comme ne supportant pas la croissance mondiale ? La réponse est affirmative<sup>3</sup>.

Pourtant lorsque l'on compare les estimations de la Banque africaine de développement, celles de la Commission économique pour l'Afrique et bien d'autres institutions, il y a des différences qui donnent des sueurs froides à tout économiste soucieux de coller à la réalité, ce dans le cadre des marges d'erreurs acceptables. Bien sûr que tout le monde peut se tromper ! Il ne s'agit nullement de faire un procès d'intention au FMI. Mais il est inadmissible que les Etats africains ne fassent pas confiance à leurs experts nationaux y compris ceux de la Diaspora pour établir et valider les chiffres fournis par le FMI ou d'autres instances internationales. Alors que chacun sait que ces institutions sont dominées par les puissances occidentales qui traînent des pieds pour rééquilibrer le Conseil d'Administration en référence au rôle économique des pays émergents et de l'Afrique dans l'économie mondiale. Aussi, ne pas faire la corrélation entre les chiffres avancés par « erreur » et corrigés plus tard pour des pays africains, le Togo ou la Côte d'Ivoire, est une erreur de gouvernance.

En réalité, le seul objectif du FMI est de « *coincer* » les pays dans une spirale de la dette à court terme afin de pouvoir offrir ses services en proposant des crédits aux noms érotiques assortis de conditionnalités draconiennes. Le peuple grec vient de comprendre ce que cela coûte que d'entrer dans le cercle vicieux de la dette à court terme pompeusement appelée « *ajustement structurel* » alors qu'il s'agit « *d'ajustement conjoncturel à répétition*<sup>4</sup> ». Autrement dit, le FMI apparaît réellement comme un pyromane économique spécialisé dans l'endettement de court terme. On est loin de la mission affichée consistant selon ses statuts à « *promouvoir l'expansion harmonieuse du commerce mondial et la stabilité des changes, de décourager le recours aux dépréciations concurrentielles et de faciliter la résolution ordonnée des problèmes de balance des paiements*<sup>5</sup> ». Le FMI a aussi pour objectif de « *promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté* ». Dans le cas des pays africains faiblement industrialisés, le rôle du FMI est surtout de maintenir un niveau d'endettement des pays qui lui permet d'avoir des « *clients* » et d'en vivre.



## **2. Le Fond monétaire international : un Pompier de l'endettement à court-terme ?**

Quand l'on sait que les budgets des Etats sont préparés à partir d'un taux médian de croissance du PIB, en suivant aveuglément les prédictions du FMI, certains Etats, africains ou pas, se sont retrouvés à faire des ajustements de mi-parcours. Ces ajustements sont douloureux pour les populations, car il s'agit très souvent de couper dans les dépenses et d'affecter des recettes aux remboursements du même FMI.

Autrement dit, est-ce que le FMI n'est pas un pyromane et un pompier en même temps pour les économies faiblement industrialisées et ne maîtrisant pas leur gouvernance économique ? La réponse à cette question doit être une réponse collective de l'ensemble des responsables gouvernementaux africains qui appliquent aveuglément les préceptes du FMI et du Consensus de Washington.

Pourtant, la Chine et la plupart des pays émergents membres ou pas des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud) ont émergé en ne suivant justement pas les préceptes du Consensus de Washington et donc les préceptes du FMI et du groupe de la Banque mondiale. Encore faut-il pouvoir se le permettre ! C'est en répétant cela régulièrement dans ses recherches et écrits que l'économiste Justin Yifu Lin, devenu l'économiste en chef de la Banque mondiale avant d'être nommé vice-Président<sup>6</sup> de cette institution, semble avoir reconnu partiellement que le consensus de Washington est une catastrophe pour les pays faiblement industrialisés.

Aussi, les pays qui ont rejeté le Consensus de Washington sont aussi des pays qui ont tourné le dos à la postcolonie pour embrasser le non-alignement politique en s'appuyant sur les expertises de leurs nationaux ou régionaux et en dégageant des marges économiques au service des populations. Le problème est que cette stratégie de l'organisation de son émancipation économique est antinomique avec les objectifs du Conseil d'administration actuel du FMI et de la Banque mondiale et même de l'Organisation mondiale du Commerce. Donc quand un ministre des finances africains claironne sur tous les toits qu'il/elle vient de « remporter » un nouveau crédit, c'est-à-dire qu'un remboursement des intérêts a eu lieu et un nouvel endettement a été obtenu, ce ministre est-il/elle bien conscient de sortir son pays de la spirale de l'endettement, ou est-il/elle en train de l'enfoncer encore plus profond, sans d'ailleurs s'en rendre compte ?

## **3. Solde budgétaire déficitaire en progression : le FMI se frotte les mains**

Prenons comme exemple le solde budgétaire sans les dons de la Côte d'Ivoire et du Togo. En comparaison, rappelons que le solde budgétaire de l'Afrique subsaharienne hors dons était positif et s'élevait à 0,4 % du PIB entre 2004 et 2008. Ce solde s'est détérioré passant de -2,5 % en 2011 à -3,2 % en 2012 et -2,3 % en 2013<sup>7</sup>.

Entre 2004 et 2008, le solde budgétaire de la Côte d'Ivoire ne représentait que -2.3 % du PIB alors qu'à partir de 2011, ce pays s'est lancé dans une gouvernance de l'endettement qui risque de lui coûter cher plus tard notamment lorsque le même FMI exigera des privatisations non sollicitées des services et capacités productives du pays. Pour être clair, est-ce que l'endettement de la Côte d'Ivoire des années 2009-2013 ne va pas se traduire par des cessions à des étrangers d'une partie importante des richesses ivoiriennes ? En effet, avec -6,1 % en 2011, -4,3 % en 2012 et -3,4 % en 2013 de déficit du solde budgétaire ivoirien sans les dons<sup>8</sup>, ce pays semble avoir choisi la voie de la gouvernance de la sous-traitance à des intérêts étrangers, de plus en plus privés. Une grande partie des Ivoiriens doivent se préparer à terme à subir éventuellement une déstabilisation sociale comme ce qui se passe actuellement en Grèce si la gouvernance de ce pays doit reposer sur l'endettement auprès des institutions internationales et si la situation économique n'est pas redressée dans les 3-5



ans à venir. Dans tous les cas de figures, la Côte d'Ivoire fait moins bien que la moyenne de l'Afrique subsaharienne, ce depuis 2010.

Pour le Togo, entre 2004 et 2008, le solde budgétaire de ce pays ne représentait que -2.7 % du PIB alors qu'à partir de 2011, ce pays s'est lancé dans une gouvernance de l'endettement, essentiellement dans les dépenses militaires et sécuritaires pour mater sa population et ses opposants politiques. Cette dépense inconsidérée ne semble pas « inquiéter » outre mesure le FMI. C'est normal, puisque le FMI vit sur le dos des pays qui gèrent mal et accourent vers lui pour demander des prêts à court terme (maxi 3 ans) renouvelables *ad aeternam* mais sous conditionnalités y compris les déstabilisations sociales. Le FMI, s'il n'est pas exactement un pyromane dans le cas du Togo, attise le feu en laissant les indicateurs de l'endettement s'enfoncer dans le rouge. Ce fut le cas pour la Grèce.

#### **4. Entre Togo et le FMI : je t'aime moi non plus**

Il faut croire que dans le cas du Togo, les exigences du FMI n'arrivent pas à trouver preneur puisque les privatisations des banques togolaises ne trouvent pas d'acquéreurs pour des prix de cessions avec des passifs non transparents. Le niveau d'endettement non expliqué de ces banques fait que les repreneurs potentiels ne veulent pas payer pour les « coûts partis » (sunk costs) dont seul le gouvernement connaît les explications. Il n'empêche que c'est la population togolaise dans sa plus grande majorité qui va en subir les conséquences. Le Togo va perdre le contrôle de la plupart de ses services et capacités productives au profit d'investisseurs étrangers lesquels pour s'installer devront nécessairement, officiellement ou officieusement s'acquitter de ces frais discrétionnaires qui oscillent entre fiscalité et corruption.

L'endettement du Togo des années 2009-2013 risque de dépasser le soutenable et plonger le pays dans des situations inextricables. Un audit sérieux et indépendant des comptes publics du Togo aurait-il rendu les prévisions super-optimistes du FMI crédibles ? En effet, avec -6,0 % en 2011, -10,1 % en 2012 et -9,0 % en 2013 de déficit du solde budgétaire togolais sans les dons<sup>9</sup>, ce pays semble avoir choisi la voie de la gouvernance de l'endettement et après moi, le déluge. Il est temps peut-être d'arrêter tout ceci puisque le FMI semble frappé d'amnésie des deux oreilles. Les écarts du Togo avec la moyenne de l'Afrique subsaharienne tendent à démontrer que le Togo est en régression économique et personne ne veut le dire tout haut. Le FMI est complice des pyromanes économiques du Togo et s'amuse à gagner de l'argent sur ses prêts de court-terme en s'assurant d'ailleurs de museler le prochain gouvernement au cas où un changement intempestif devrait inéluctablement arriver dans ce pays.

#### **5. Avec le FMI, c'est l'atiéké sans poisson en Côte d'Ivoire et la sauce sans viande au Togo**

En avril 2009, le FMI prévoyait que la croissance du produit intérieur brut réel du Togo s'élèverait en 2010 à 2,1 %, et celle de la Côte d'Ivoire à 4,2 %. En octobre 2012, le FMI offre des nouvelles statistiques de la croissance du PIB avec 4,0 % pour le Togo et 2,4 % pour la Côte d'Ivoire. On s'aperçoit donc que les pronostics du FMI ne se sont pas réalisés. Le Togo qui ne devait pas progresser a pratiquement doublé, profitant des difficultés de la Côte d'Ivoire et une augmentation des activités portuaires du Togo. En revanche, les difficultés électorales transformées en guerre par la volonté du gouvernement français de l'époque se sont soldées en fait par une chute assez significative pour la Côte d'Ivoire, et donc pour les Ivoiriens qui devraient s'attendre à manger 2 fois moins d'atiéké<sup>10</sup> sans poisson, sauf si le poisson est acheté à crédit.

Alors quand Mr Montfort Mlachia<sup>11</sup> du Fonds monétaire international (FMI) estime que la croissance du Produit intérieur brut (PIB) du Togo en 2013 devrait atteindre 5,3%, il y a lieu d'être



très réservé surtout lorsque les chiffres de l'endettement du Togo sont passés sous silence, comme si le FMI cherchait, sous couvert de diplomatie et obligation de réserves, à cacher la mauvaise gouvernance économique du Togo. Les progressions du PIB ne veulent rien dire pour la population togolaise dès lors que les fruits de la croissance sont systématiquement kidnappés par une oligarchie militaro-civile au pouvoir depuis 1967 au Togo. Pour rafraîchir la mémoire du FMI, mais aussi des autorités togolaises et du peuple togolais, en 2013, le déficit de la balance des comptes courants aura atteint -9,1 % selon le même FMI. Avec le FMI au Togo, c'est comme manger le plat national « *akumé* » avec une sauce sans viande, et si l'on ne répond pas aux conditionnalités dans les temps, la sauce peut ne même pas être servie.

En fait, c'est une aubaine pour le pyromane FMI car en deçà de -6 % de déficit, le Togo ne trouvera aucune autre alternative de refinancement de son budget à part le FMI. Le FMI devient alors le pompier, mais c'est la douche froide avec ses conséquences sociales désastreuses. Le peuple togolais ferait bien de se réveiller. Les femmes aussi ! Car si le FMI se comporte comme le complice d'un système RPT rebaptisé UNIR de Faure Gnassingbé, alors la grève du sexe doit se rediriger contre les fonctionnaires du FMI qui souffrent d'amnésie et oublient de réaliser un audit transparent, indépendant de la gouvernance économique du Togo et de le rendre public. Mais là encore, l'obligation de réserve et la diplomatie de convention prendra le dessus.

## **6. L'autocensure : point commun entre le Togo et le FMI ?**

A croire que l'autocensure est le point commun entre Faure Gnassingbé et le FMI. Il ne faut pas s'étonner que l'une des recommandations phares du FMI « suggérées » au Togo, est « *d'obtenir des financements à court terme et d'effectuer des ajustements des dépenses pour réduire les risques d'illiquidité* ». En apostrophant le Gouvernement togolais qu'il faut « *améliorer les capacités de gestion de la dette, en cherchant des financements appropriés* » tout en « *déplorant cependant le retard accusé dans la relance de l'agenda des réformes structurelles* », la mission du FMI qui a séjourné 8 jours au Togo (du 25 au 30 octobre 2012) a bien compris qu'une partie des recettes de ce pays DISPARAISSAIT.

Aussi, pour que plus de recettes apparaissent dans le budget 2012 et 2013 pour commencer à redresser la situation de l'endettement, le FMI suggère fortement « *la création d'une agence de recettes unique dénommée Office togolais des recettes (OTR) qui regrouperait les services de recettes des directions générales des Impôts et des Douanes* »<sup>12</sup>. Si le système n'est pas mieux contrôlé ou que les fraudes passées sont « *informatisées* », il n'est pas sûr que ce soit une réorganisation de structure qui pourra modifier la trajectoire de gestion laxiste des comptes publics de l'Etat. De là à parler de contre-vérités des comptes publiques, il y a un pas que le FMI a préféré ne pas avancer. Mais tous les Togolais et Togolaises ne sont plus dupes de ces taux de croissance économique qui ne se « *mangent* » pas, surtout quand le FMI prête à court-terme pour éponger les dettes d'une mauvaise gouvernance.

## **7. Recommandations du groupe d'influence Afrocentricity Think Tank**

Au lieu que le FMI ne vienne en aide qu'à lui-même, Afrocentricity Think Tank recommande donc aux dirigeants de cette institution de prendre conscience de leur rôle non neutre et donc leur responsabilité directe dans les difficultés des pays africains en général, de la Côte d'Ivoire et du Togo en particulier :

### **7.1 Pour le Togo :**

- D'écouter les économistes du « *Collectif Sauvons le Togo (CST)* » afin d'avoir un point de vue un peu différent de celui que leur donne le pouvoir en place, surtout que depuis 2005, le solde



budgetaire global du Togo s'est nettement dégradé, passant de -3,6 % du PIB à -10,4 % en 2012<sup>13</sup>.

- D'accepter de procéder à un audit de la fiscalité togolaise notamment sur les recettes douanières et les exemptions accordées aux particuliers et investisseurs, nationaux comme étrangers, s'inscrivant dans une logique d'autocensure imposée par le pouvoir de Faure Gnassingbé ; cette discrimination envers les opérateurs du secteur privé qui ne s'inscrivent pas dans la logique de prédation du pouvoir en place n'est pas pérenne et constitue un manque à gagner pour les populations togolaises, tant en termes d'emplois que de pouvoir d'achat effectif.
- De s'interroger sur l'augmentation des dépenses militaires et ses affectations contre les citoyens togolais exprimant pacifiquement leur mécontentement contre un pouvoir militaire-civil qui bénéficie de l'appui d'un pompier-pyromane. Depuis 2005, les dépenses militaires sont passées de 9,8 % du budget du gouvernement à 13 %<sup>14</sup>. Pourtant le Togo n'est en guerre contre personne, sauf peut-être contre la partie de son peuple qui aspire à la vérité des urnes et à la démocratie. Est-ce que c'est cela que le FMI finance avec des crédits à court-terme renouvelables sous conditions ?

### **7.2 Pour la Côte d'Ivoire :**

- De s'assurer que les déficits importants engagés depuis 2010 ne seront pas l'occasion d'engager la Côte d'Ivoire dans une spirale infernale du remboursement de dettes « *léonines* » ; La Côte d'Ivoire qui avait stabilisé son budget (sans les dons) autour de -2,2 % du PIB en 2009 et -2,8 % en 2010, est rentré dans une phase de dépenses avec -6,1 % du PIB du solde budgétaire global sans les dons en 2011 et une moyenne de -4,5 % entre 2012 et 2013. Ces dépenses ne se soldent pas en retour par des créations d'emplois, ni d'amélioration du pouvoir d'achat des populations, alors que la sécurité dans le pays laisse à désirer. Des zones hors-la-loi sont encore légions.
- De s'interroger sur le rôle de plus en plus important de la sous-traitance en termes de management par des « *internationaux* » et le niveau d'efficacité réel sur le terrain ; autrement dit, est-ce que la Côte d'Ivoire, après avoir « ivoirisé » les cadres sous le Président Houphouët-Boigny, n'est pas en train de retomber dans les travers de la postcolonie avec un transfert du pouvoir décisionnel vers des acteurs étrangers sous le couvert d'investissement étrangers directs ou en portefeuille. La réalité est que la population ne le sent pas. Les statistiques le confirment avec aucune amélioration du PIB par habitant de la Côte d'Ivoire qui était de 541 entre 2004-2008 et devrait chuter à 515 \$US par habitant entre 2010 et 2013<sup>15</sup>.
- De comparer les résultats en termes d'endettement et de souveraineté économique de la Côte d'Ivoire entre la période de l'ex-Président Laurent Gbagbo et celle de l'actuel Président Alassane Ouattara, surtout que l'amélioration du solde de la balance courante en 2011 avec 6,7 % du PIB, résultat de la gouvernance du régime précédent, ne se confirme pas des projections toutes négatives de -3,1 % du PIB en 2012, -1,6 % en 2013 et -4,7 % en 2017<sup>16</sup>.

### **7.3 Pour l'Afrique :**

- De renoncer à imposer les formes nouvelles du post-Consensus de Washington dans des économies fragiles et faiblement industrialisées d'Afrique.
- De prendre exemple sur les pays émergents pour accompagner l'Afrique dans la création de sa marge économique en appuyant la création du Fond monétaire africain au lieu de s'y opposer surtout que l'Afrique a contribué à soutenir la croissance mondiale alors que les



pays riches membres du conseil d'administration du FMI ne le font plus depuis quelques années.

- De se réformer tant au niveau de son conseil d'Administration qu'au niveau de ses pratiques en cessant de systématiquement détruire et faire disparaître les volets « *capacités productives et industrialisation* » dans les programmes rédigés pour l'Afrique et avalisés certains dirigeants africains qui ne font plus l'effort de demander l'avis des experts africains sur la question. YEA.

3 novembre 2012

©Afrocentricity Think Tank ([www.afrocentricity.info](http://www.afrocentricity.info))

---

<sup>1</sup> FMI (2009). Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne, avril 2009. Washington D. C. : FMI, p. 71.

<sup>2</sup> IMF (2012). *World Economic Outlook. Coping with High Debt and Sluggish Growth, October 2012*. Washington D. C. : IMF, p. 196.

<sup>3</sup> Amaïzo, Y. E. (2010). *Crise financière mondiale. Réponses alternatives de l'Afrique*. Paris : Editions Menaibuc, [www.menaibuc.com](http://www.menaibuc.com) ou [www.fnac.com](http://www.fnac.com)

<sup>4</sup> Amaïzo, Y. E. (1998). *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation. Une chance pour l'Afrique ?* Paris : éditions l'Harmattan.

<sup>5</sup> Clift, J. (2004). *Guide du FMI : Qu'est-ce que le Fond monétaire international ?* Washington D. C. : FMI, voir <http://www.imf.org/external/pubs/ft/exrp/what/fre/whatf.pdf>, accédé le 3 novembre 2012, p. 3.

<sup>6</sup> Selon Wikipedia, Justin Yifu Lin fut le premier Directeur et fondateur du Centre chinois de recherches économiques et ancien professeur d'économie à l'Université de Pékin et à l'Université de Hong Kong de Science et Technologie. Il a reçu un MBA de l'université nationale Chengchi, en 1978, une maîtrise en économie politique marxiste de l'Université de Pékin en 1982, et un doctorat en économie de l'Université de Chicago en 1986. Né en 1952 avec le nom de Zhengyi Lin, il fut le chef économiste de la Banque mondiale avant d'être le vice-Président actuellement.

<sup>7</sup> IMF (2012). *Regional Economic Outlook. Sub-Saharan Africa, October 2012*. Washington D. C. : IMF, p. 84.

<sup>8</sup> IMF (2012). Op. cit., p. 84.

<sup>9</sup> Ibid.

<sup>10</sup> Plat national ivoirien produit à partir du manioc.

<sup>11</sup> Chef de la mission FMI qui s'est rendu à Lomé du 25 au 30 octobre 2012.

<sup>12</sup> Panapress (2012). *Le FMI fait des projections optimistes pour l'économie du Togo en 2013*. In *African Manager*, le 1<sup>er</sup> novembre 2012, voir <http://www.africanmanager.com/144332.html>. Accédé le 2 novembre 2012.

<sup>13</sup> IMF (2012). Op. cit., p. 97.

<sup>14</sup> World Bank (2012). *World Development Indicators 2012*. Washington D. C. : The World Bank., p. 310.

<sup>15</sup> IMF (2012). *Regional Economic Outlook. Sub-Saharan Africa, April 2012*. Washington D. C. : IMF, p. 91.

<sup>16</sup> IMF (2012). *World Economic Outlook. Coping with High Debt and Sluggish Growth, October 2012*. Washington D. C. : IMF, p. 210.